



## LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** le décret n° 2013-756 du 19 août 2013 modifié fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels, pour l'accès aux différents niveaux de l'Enseignement Supérieur ;
- **SUR** la proposition de Madame le Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques en date du 15 septembre 2025 ;

Affaire suivie par :  
DE/FL/LU/N°587/2025/DE

## ARRETE

**ARTICLE 1** - La composition de la commission pédagogique de Validation des acquis personnels et professionnels en vue de l'accès à la **Licence 1 Droit** est la suivante :

**Président :**  
Jacques PERICARD, PR  
**Enseignants-chercheurs :**  
Marie PROKOPIAK, MCF  
Eric DEVAUX, MCF  
**Professionnel :**  
Audrey PASCAL, Avocate

**ARTICLE 2** - La composition de cette commission est valable pour l'année universitaire en cours.

**ARTICLE 3** - Le Directeur Général des Services de l'Université de Limoges et le Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Limoges, le 16 septembre 2025

Le Président de l'Université

**Vincent JOLIVET**

*Copies délivrées par courriels à :*  
- Mme le Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques  
- Mme la Responsable de la Direction des Etudes  
- Mme la Directrice adjointe de la DFCA



### **Voies et délais de recours**

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à : M. Le Président de l'université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand - BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télerecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.